

<http://ugtg.org/spip.php?article1947>



# "On dot Gwadeloup" pour "Déchouké la Pwofitasyon"

- Actualité -



Date de mise en ligne samedi 9 mars 2013

---

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

---

- ▶ **Au moment où les représentants du pouvoir colonial dans notre pays, élus de divers bords, s'affairent autour de « l'évolution institutionnelle », bavardent sur « l'évolution statutaire de la Guadeloupe », multiplient la tenue de « congrès des élus » ;**
- ▶ **Au moment où le gouvernement français, à la solde du FMI, de la Banque centrale européenne, de l'Union européenne, est en train de démanteler la nation française et les services publics à travers sa « Réforme territoriale », est en train de poursuivre l'invasion du Mali ;**
- ▶ **Au moment où certaines organisations qui prétendent être du côté des travailleurs et du peuple veulent nous faire croire que les institutions françaises sont un passage obligé pour accéder à la souveraineté nationale ;**

**La question du combat pour « On dot Gwadeloup » pour « Déchouké la pwofitasyon » et des moyens pour y parvenir est plus que jamais à l'ordre du jour.**

La présence de l'Etat français en Guadeloupe c'est la répression judiciaire qui frappe les dirigeants syndicalistes dans l'exercice de leurs activités et prérogatives.

Ce sont des assassinats chaque fois que le peuple se soulève contre la situation qui lui est imposée, exemple les 100 morts lors des événements de 1967, 4 morts en février 1952.

C'est l'empoisonnement des gwadeloupéens et de leur sol.

C'est l'accaparement de nos ressources par les multinationales françaises (problème de l'eau). Ce sont les nombreux petits entrepreneurs exclus des marchés ou réduits à la sous-traitance en 3<sup>ème</sup> ou en 4<sup>ème</sup> rangs, les grandes entreprises françaises et européennes raflant tous les marchés.

C'est enfin le non-respect des engagements pris : à commencer par les Accords Bino et du 4 mars 2009.

Il découle de cette énumération que toute lutte sérieuse des travailleurs, des paysans et des jeunes pour les revendications économiques et sociales, est étroitement reliée à la lutte pour la souveraineté et pose nécessairement dans son développement la question d'en finir avec le système de la propriété privée des moyens de production.

Peut-il y avoir souveraineté nationale dans le cadre de la République française et de l'Union européenne, même avec « une large autonomie » ?

Certaines organisations qui se prétendent « anticolonialistes et anticapitalistes » préconisent « une large autonomie dans le cadre de la république française ».

Peut-il y avoir souveraineté nationale dans le cadre de la république française, même avec une « large autonomie » ?

Notre réponse appuyée sur l'expérience est : non !

La réalisation pleine et entière des conditions de la souveraineté du peuple guadeloupéen suppose la rupture avec tous les organes et les liens de subordination à la métropole coloniale. Elle pose en même temps la question de la libre coopération des peuples de la région, de l'union libre des travailleurs et peuples libres et de nations souveraines de la Caraïbe et c'est au peuple guadeloupéen et à lui seul, qu'il appartient d'en définir les conditions et les termes.

### **N'y a t-il pas d'autre alternative en dehors de ces institutions ?**

Notre réponse basée sur l'expérience, en particulier à travers la lutte des classes dans notre pays ces dernières années, est oui !

Chimen lasa pèp Gwadeloup koumansé bityéy', koumansé traséy' dèpi 4 lanné.

C'est la voie initiée par la grève générale en Guadeloupe en 2009 et qui a rassemblé, dans une seule et même plate-forme, les revendications sociales ouvrières et les revendications démocratiques et nationales du peuple guadeloupéen. Ce mouvement, cette grève générale, a ébranlé les institutions coloniales mais, elle ne les a cependant pas mises à bas, même si elle a mis à l'ordre du jour la question du pouvoir.

Dès lors, pour contribuer au travail en ce sens, ne faut-il pas mettre à l'ordre du jour la question de l'Assemblée constituante souveraine (Sanblé nasyon al pèp Gwadeloup), moyen qui sur le terrain de la démocratie politique est l'expression de la souveraineté du peuple.

### **Fô nou édéy a nétwayé é grandî chimen lasa.**

Pour cela il nous faut dialoguer, créer des espaces, construire des outils pour atteindre ces objectifs.

Viktô